

Faut-il réhabiliter les Bernois?

Autor(en): **Rochat, Jocelyn**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1999)**

Heft 120

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-847555>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

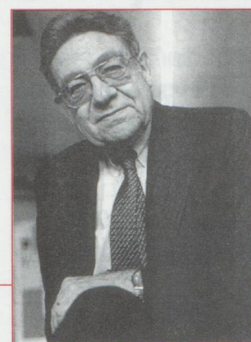
Faut-il réhabiliter les Bernois?

L'ours n'a pas bonne presse en terres vaudoises. Une réputation largement imméritée. Les historiens ont profité du bicentenaire de la révolution vaudoise pour montrer que la vie sous le régime de Leurs Excellences n'avait rien à voir avec la case de l'oncle Gilles.

Jocelyn Rochat

« **C**ourbés depuis deux siècles sous le joug de quelques familles ambitieuses, nous nous sommes affranchis. » Voilà pour la légende de la révolution vaudoise. La réalité historique, elle, est nettement moins sombre et plus complexe. Le professeur Alain Dubois, spécialiste de l'histoire moderne à l'Université de Lausanne, qualifie même les conquérants bernois de « dirigeants longtemps admirés ». Une citation tirée de la préface de l'ouvrage du livre *De l'Ours à la cocarde* (Editions Payot, Lausanne, 1998). Ce recueil d'articles que l'on doit à un collectif d'historiens donne une image plus réaliste de ce qu'était la vie des Vaudois assujettis aux Bernois, entre 1536 et 1798. Le livre montre que la mauvaise réputation des envahisseurs bernois n'est, pour l'essentiel, qu'une construction a posteriori. Les « libérateurs » vaudois auraient noirci le bilan de la tutelle de l'Ours, créant de toutes pièces la « légende noire » des maîtres bernois... On en avale son papet de travers !

Bien que le concept de réhabilitation « lui hérissé le poil », Alain Dubois trouve sans difficulté de nombreux mérites à Leurs Excellences de Berne. « Si l'on fait une étude objective de cette période, il faut commencer par constater que les Vaudois ont été des sujets moins contestataires que bon nombre d'Alémaniques assujettis aux familles dirigeantes de la ville de Berne. »



Professeur Alain Dubois, spécialiste de l'Histoire moderne à l'Université de Lausanne.



« Conquête du Pays de Vaud par les Bernois ». Chronique de Johannes Stumpf, 1548.

Les Vaudois sont allés bien au-delà de la simple prise en compte de l'arrivée d'un nouveau seigneur dans la région en lieu et place des évêques de Lausanne ou des comtes de Savoie. On les voit notamment prendre les armes pour défendre Leurs Excellences lorsque les paysans de l'Emmental se révoltent et attaquent Berne. Les troupes vaudoises n'ont pas hésité à malmenier ces sujets en colère contre leur maître, plutôt que de les rejoindre sur le sentier de la révolte.

L'indépendance ? Pour quoi faire ?

Comment expliquer que les sujets des bords du Léman n'aient pas tenté de profiter de la révolte paysanne et de l'affaiblissement du pouvoir bernois qui en découlait pour gagner leur liberté ? « D'abord

parce que les Vaudois n'étaient pas trop mal lotis, même s'ils n'étaient pas libres. Ensuite parce que cette revendication n'existait pas à l'époque. Même si nous avons bien cherché, nous n'avons pas retrouvé un seul texte, à part les doléances du major Davel qui ne fut pas suivi, où un Vaudois réclame l'indépendance. Ce n'était pas dans l'air du temps. »

L'air du temps. Voilà justement une bise qui agace le professeur Alain Dubois. Parce que le pays de Vaud sous la domination bernoise, ce n'est pas tout à fait l'Afrique des colonies: « Comme nous avons vécu une succession de régimes totalitaires durant ce siècle, nous y associons bien à tort les Bernois... On a trop souvent jugé cette époque en fonction de problèmes et de concepts actuels. Voyez à ce sujet la Ligue vaudoise qui n'aime pas le

centralisme de la Berne fédérale du XX^e siècle et qui prend donc la défense de la Savoie, régime pourtant bien plus centralisant et bureaucratique à l'échelle de l'époque que celui de Leurs Excellences...»

Des Bernois admirés à la ronde

« En fait, les dirigeants bernois étaient admirés par leurs contemporains en Europe. Le régime de Leurs Excellences était considéré comme supérieur à beaucoup d'autres. Les écrits de nombreux voyageurs en témoignent », observe le professeur Dubois. La qualité et la sécurité de leurs routes étaient reconnues à des lieues à la ronde. Les sujets vaudois bénéficiaient par ailleurs d'un sort matériel et judiciaire tout à fait enviable. Les impôts, comparables à ceux qui étaient versés précédemment à l'Église, étaient relativement légers.

Enfin, les Bernois se montraient compréhensifs : « Leur gestion était pointilleuse, mais pas arbitraire. Ils savaient par exemple que les récoltes dans le Jura variaient énormément en fonction de la météo. Et certaines années, on les voit avancer des grains aux paysans ruinés par la mauvaise récolte de l'année précédente. » Même phénomène lors de l'affaire Davel : les doléances exprimées par le rebelle sont analysées et amènent plusieurs aménagements dans la gestion du Pays de Vaud. Un comble pour le malheureux major, finalement entendu à Berne mais condamné à mort par ses concitoyens !

Autre idée reçue, autre contrevérité historique : les territoires bernois n'étaient pas fermés au progrès. Les « colonisateurs » bernois n'ont pas confiné le pays de Vaud dans la seule agriculture. Du moins pas volontairement : « La colonisation n'a pas empêché les gens de la Vallée de Joux de développer de leur initiative un grand savoir-faire dans le domaine de la métallurgie et de l'horlogerie, analyse le professeur Dubois. Ceci dit, il est vrai que Leurs Excellences, des propriétaires terriens vivant de la rente foncière et du mercenariat, ne se sont pas mon-

trés aussi entreprenants que les marchands zurichoïses ou que les Bâlois, ces industriels précoces. Ce manque d'esprit d'entreprise constitue bien une faiblesse du régime bernois, mais pas dans l'intention de nuire à ses sujets. Et les excellents Vaudois de la rue de Bourg n'étaient guère plus entreprenants. Ouverts, les Bernois l'étaient cependant aux idées progressistes en agriculture, s'inspirant largement des préceptes des physiocrates français. »

Une frénésie antisorcières

Si les Bernois ne favorisaient guère le développement industriel vaudois, ils surveillaient en revanche de très près le fonctionnement de la justice et ont laissé se développer la chasse aux sorcières. Une marque de ce protestantisme qu'ils ont imposé aux Vaudois ? « Il y a effectivement une frénésie antisorcières et antisorciers (il y avait autant d'hommes que de femmes parmi les condamnés). À l'époque, le Pays de Vaud est sans conteste le champion du genre », admet Alain Dubois. Pas question pour autant de jeter la bave du crapaud sur les seuls Alémaniques : la plupart des procès en sorcellerie ont été initiés et menés par des juges vaudois.

Dans la pratique, en effet, les élites vaudoises étaient largement associées au pouvoir communal et judiciaire : « En fait de Bernois, il y avait en tout et pour tout une douzaine de baillis en pays de Vaud. Tout le reste de l'administration, soldats, policiers, lieutenants baillivaux, était composé de Vaudois. Contrairement aux baillis, les lieutenants baillivaux étaient même nommés à vie, ce qui leur conférait beaucoup d'influence. »

« Pour ne prendre qu'un seul exemple, celui de la chasse aux sorcières de Gollion au début du XVII^e siècle qui a été longuement analysée dans le mémoire de licence de Fabienne Taric Zumsteg, on découvre que le seigneur-justicier est le seigneur de Gollion et pas un Bernois », constate le professeur Dubois.

Innocentés, les Bernois ne quittent

Les dates clé

1536 : Berne déclare la guerre au duc de Savoie. Les troupes entrent à Genève le 2 février, et prennent le château de Chillon le 28 mars.

Le pays de Vaud, le Chablais savoyard (Thonon) et le pays de Gex sont découpés en bailliages.

21 mai : Genève adopte la religion réformée des Bernois.

1^{er} au 8 octobre : les clercs vaudois sont convoqués à Lausanne. À la fin d'une dispute de religion, les Bernois, « à qui la chose bien plaisait », ordonnent la destruction des autels et images catholiques et interdisent de célébrer la messe.

1537 : Fondation par Berne de l'Académie de Lausanne, première haute école de théologie de langue française.

1588 : Isbrand Daux, bourgmestre de Lausanne, tente de livrer la ville au duc de Savoie. Il échoue et s'enfuit. Ses complices sont exécutés à Berne.

1590 - 1650 : Intense période de chasse aux sorcières. 2 000 personnes sont condamnées au bûcher.

1611 - 1614 : Des épidémies de peste emportent 1 500 personnes à Vevey, 2 000 à Lausanne, 2 500 dans le Pays-d'Enhaut.

1653 : Guerre des paysans. La ville de Berne est assiégée par sa campagne. Loin de profiter de l'aubaine, les troupes vaudoises s'en prennent aux révoltés qu'ils répriment durement.

1712 : Guerre de Villmergen. Les Vaudois Jean de Sacconay, lieutenant général des troupes bernoises, et son adjoint Jean-Daniel Davel contribuent à la victoire du camp protestant.

1715 - 1753 : Affaire du Consensus. Les professeurs et pasteurs de l'Académie de Lausanne sont contraints par les Bernois de prêter serment à la très contestée Confession helvétique.

Histoire

► pas pour autant le tribunal de l'histoire avec leur absolution en main : « Par leur mentalité, leur attitude, les dirigeants bernois n'échappent pas à la montée de l'absolutisme perceptible dans toute l'Europe. À l'instar des princes, ils se considèrent comme une autorité toute-puissante, de droit divin, à laquelle leurs sujets doivent respect et obéissance. Mais cela nous entraînerait dans une longue analyse... Il faudrait replacer l'affaire dans le cadre de la grande discussion historique sur la crise générale du XVIII^e siècle, une période de profonds changements, d'insécurité, où les attitudes se durcissent notamment sur le plan religieux. Une période où l'on constate le triomphe d'intégrismes, pour employer un terme anachronique, ou plus précisément de l'orthodoxie dont le père de Davel fut l'une des victimes lors de l'affaire du Consensus. »

Les Vaudois ayant finalement si peu de choses à reprocher aux Bernois, comment expliquer qu'ils aient chassé ces envahisseurs si peu envahissants ? « Il y a l'influence des Lumières ; les écrits et la présence de philosophes comme Voltaire ou l'Anglais Gibbon ainsi que la Révolution française ont fini par faire prendre conscience aux élites vaudoises, et uniquement à elles, qu'elles étaient préteritées, qu'elles n'étaient malgré tout que des citoyens de deuxième classe. Gibbon reproche d'ailleurs aux bourgeois de Lausanne de ne pas se révolter contre cet état des choses », répond le professeur Dubois.

Mais cet élément n'aurait pas suffi à déclencher la révolution vaudoise s'il n'avait été accompagné d'une série d'erreurs bernoises et d'une série de coups de pouce français. Alors que Leurs Excellences ont dans l'ensemble géré les crises précédentes avec intelligence, les voilà qui se crispent au moment de la Révolution française. Qui prennent des mesures humiliantes, autoritaires contre les élites vaudoises en ébullition (obligation de prêter serment, bannissements, condamnations à mort pour des participations à des banquets, etc.).

« Ce durcissement reflète surtout


l'insécurité du pouvoir bernois, ses divisions internes. Une nouvelle génération émerge : des Bernois éclairés qui ont lu les philosophes et qui apportent des idées nouvelles, sans toutefois pouvoir les imposer. Ce conflit de générations amène les traditionalistes à se sentir menacés et les pousse à ces réactions inhabituellement dures qui causeront la fin de la domination bernoise en pays de Vaud. »

Regrettés Bernois

Même la mise à la porte des baillis bernois témoigne de l'attachement que leur portait une bonne partie de la population. Il fallut l'intervention musclée des troupes françaises pour forcer le pays d'Enhaut à déposer les armes. Les montagnards, mais encore une bonne partie des campagnes vaudoises, ne voulaient pas l'indépendance. « La révolution vaudoise fut celle des élites urbaines et pas du peuple », estime Alain Dubois.

Le vote organisé dans les paroisses du pays de Vaud à propos de la nouvelle Constitution (qui marque l'entrée du canton dans l'ère autonome) témoigne de ce manque d'enthousiasme. Le texte est ainsi refusé à Baulmes, au Lieu et à Sainte-Croix, et le vote boycotté à Bullet, Château-d'Oex, Rossinière, Rougemont et aux Ormonts.

Paradoxalement, cette « colonisation douce » est transformée en période « noire » sous la plume alerte des révolutionnaires vaudois. Et c'est cette vision « révisionniste », exagérément critique envers Leurs Excellences de Berne, qui s'est progressivement imposée. Jusqu'à ce que le bicentenaire de la révolution fournisse l'occasion de rendre aux Bernois un hommage mérité, sans toutefois taire les travers de leur régime.

Dans l'histoire vaudoise, donc, un nouveau jour se lève. Il porte l'Ours dans nos cœurs. Et qu'en ces lieux règnent à jamais l'amour des faits, la vérité, la joie... 

Article tiré de *Allez savoir !*, le magazine de l'Université de Lausanne, janvier 99.

Les dates clé (suite)

1723 : Tentative de coup d'Etat du major Davel, fils d'un pasteur forcé de signer le Consensus. Les Vaudois ne le suivent pas et le condamnent à mort.

1789 : Prise de la Bastille à Paris. Arrivée clandestine de brochures de propagande dans le pays de Vaud.

1790 : Fondation à Paris du Club helvétique, regroupant des émigrés révolutionnaires vaudois et fribourgeois.

14 juillet 1791 : les banquets organisés pour célébrer l'anniversaire de la prise de la Bastille provoquent l'intervention de troupes bernoises. Amédée de Laharpe, condamné à mort, s'exile en France.

21 janvier 1793 : exécution de Louis XVI. La Terreur fait tomber l'enthousiasme des admirateurs vaudois de la Révolution.

9 décembre 1797 : dix-neuf Vaudois, dont de Laharpe, signent une pétition demandant au gouvernement français d'intervenir pour garantir les droits politiques des Vaudois.

1798, 10 janvier : une majorité de Vaudois prêtent mollement serment à L.L.E.E. (refus à Rolle, Aubonne, Cossonay, Moudon, Nyon et Vevey). La milice de Vevey, craignant l'arrivée de troupes bernoises, occupe le château de Chillon.

24 janvier : proclamation de la République lémanique ; adoption de la cocarde verte.

3 mars : les montagnards rebelles du pays d'Enhaut obtiennent un succès sur les Vaudois, mais sont dispersés par des Français près de Vuiteboëuf.

30 mars : installation des nouvelles autorités vaudoises.